

LE FANATISME: NOTES SUR LA CRISE POLITIQUE AU BRÉSIL...

Notre camarade José Damiro (1), de la LIGA de Rio de Janeiro, nous a envoyé ses réflexions sur la situation politique du Brésil qui présentent un grand intérêt. En effet, beaucoup peuvent penser que ce qui se passe dans ce pays lointain et un peu «exotique» ne nous concerne pas parce qu'il ne peut y avoir de ressemblance avec la situation ici, chez nous. Damiro nous montre qu'il n'en est rien. Même si les manœuvres en vue de destituer l'actuelle présidente brésilienne, Dilma Rousseff, prennent des proportions qu'on aurait du mal à imaginer en France, les questions qui sont soulevées par la crise politique brésilienne montrent d'étonnantes similitudes.

Dans les deux pays un parti de «gauche» parvient au pouvoir sur la base d'un programme qu'il n'applique pas. Dans les deux pays le mouvement syndical se trouve pris en otage. Dans les deux pays, les mouvements de revendication des travailleurs se trouvent criminalisés. Dans les deux pays, le gouvernement est devenu une officine au service du patronat. Dans les deux pays les droits des travailleurs se trouvent remis en cause. Dans les deux pays les privatisations sont mises en œuvre de manière massive, en particulier dans le secteur de la santé. Et la liste n'est pas exhaustive.

L'article de José Damiro montre clairement à la fois les limites très étroites de la stratégie parlementaire et l'ampleur de l'intégration au système capitaliste de ceux qui avaient voulu l'aménager.

Nous vivons tous dans le même monde capitaliste, nous menons tous le même combat.

R.B.

En cette période de crise, je vois les images diffusées par Internet et je suis consterné par le fanatisme dément des parties en cause. Un sac rouge peut provoquer de l'agressivité contre son porteur, un morceau de tissu vert et jaune (2) signifie que vous avez plus de droits que les uns ou que vous êtes contre la pensée des autres. Les situations révèlent clairement le fanatisme autour du discours qui, selon Amos Oz, «réside dans le désir de forcer les autres à changer» (3).

Cette volonté de «forcer les gens» est fondée sur la dévotion exagérée de sa «vérité», de sa «raison», de sa «supériorité morale» face aux autres qui, à leur tour, affirment cette même (ir)rationnalité. Pour reprendre la pensée d'Amos Oz, «le fanatique ne sait compter que jusqu'à un; deux est un nombre très grand pour lui. En même temps, on découvre que, très souvent, les fanatiques sont désespérément sentimentaux» (4). C'est évident dans le choix des couleurs et des symboles, dans le chœur qui chante un hymne (quel que soit votre choix) et, d'autre part, dans la vision messianique et salvatrice qui est présentée aux autres. Sans doute, ces images sont exploitées par les dirigeants et les réseaux de communication qui cachent leurs intérêts, les groupes qui veulent rester au pouvoir ou «prendre» le pouvoir.

La défense des points de vue échappe à la rationalité. Autour de la défense de la démocratie et de l'état de droit, se joignent des institutions et les individus pas «démocratiques», ce qui remet en échec

(1) Professeur à l'Université fédérale de l'État de Rio de Janeiro - UNI-RIO.

(2) On connaît la symbolique du rouge. Le jaune et le vert sont les couleurs du Brésil. (Note du traducteur).

(3) OZ, Amos. *Contra o fanatismo*. Trad. Denise Cabral. RJ: Ediouro, 2004. PARALAMAS do Sucesso, Os. Meu erro. In: *O Passo do Lui*. RJ: EMI-Odeon, 1984.

(4) Ibid., p. 24.

la compréhension de cette «*démocratie*» spécifique. De même, la démocratie est le mot essentiel dans le jeu lié à la pensée conservatrice qui critique la situation actuelle, met en œuvre la persécution politique, propose la mise en accusation, le coup d'État militaire, le fascisme éhonté. Sans oublier la crainte comme thème générateur des discussions: la peur qu'on devienne comme Cuba, la peur que le drapeau soit rouge, la peur que cela finisse par un coup d'État, la peur que nous ayons une nouvelle dictature.

MAIS COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ?

Je vais reprendre quelques fragments d'un texte de Robson Achiamé daté du 19 février 2006 (5), publié dans la revue *Letra livre*, en pleine crise politique du gouvernement Lula. Historiquement, le *Parti des travailleurs*, présenté comme une alternative, parvint au centre du pouvoir politique: Lula fut élu en tant que président de la République. A cette époque, selon Claudio Batalha (6), ce fait était l'aboutissement d'un processus qui avait commencé avec la fondation d'un parti socialiste en 1902 (!). La longue période historique créa l'illusion d'un projet politique traversant le 20^{ème} siècle. Cette idée contribua à soutenir un mythe autour du PT comme résultat de ce processus et, par conséquent, Lula comme le leader ouvrier qui accomplit, téléologiquement, cette œuvre.

Dans un article du cahier *Folhetim* (journal de Sao Paulo, 14/11/1982), Maurice Tragtenberg fit une réflexion intéressante sur le PT comme option politique. Il écrivait avec une verve anarchiste, attirant l'attention sur le fait qu'un parti qui a choisi l'option électorale, crée des élus qui s'éloignent de plus en plus de leur classe d'origine, et en ce sens «*forme, chez chaque travailleur, conseiller municipal, député ou sénateur, un ex-travailleur*». Nous reviendrons sur cette question.

En étudiant la trajectoire du PT, nous trouvons une structure bureaucratique qui s'est améliorée et, par conséquent, qui s'est éloignée de plus en plus de ceux qu'elle prétendait représenter: les travailleurs. Toujours dans le milieu des années 1980, le PT a adopté un programme politique qui a abouti à l'élection de Lula comme président. Ce moment représentait la construction de la conception dite «*démocratique et populaire*» (approuvée comme thèse à la 5^{ème} rencontre nationale du PT) et qui devint monnaie courante dans les campagnes électorales et désigna les futurs projets du gouvernement.

De même, la *Centrale Unique des Travailleurs* (CUT), fondée en 1983, fut atteinte par la centralisation et la bureaucratie. Dans les syndicats liés à cette centrale, ceux qui pensaient différemment furent écartés ou même persécutés comme le faisaient les patrons avec leurs employés. Ainsi, le licenciement de salariés devint une chose habituelle.

Les discours tenus par la CUT sur le processus d'élection syndicale et les grèves, quand elle était oppositionnelle, ont été oubliés. Une nouvelle pensée façonna la caste syndicale. Son attachement aux institutions bureaucratiques et à la construction d'une voie qui conduisit au pouvoir prit la place des luttes syndicales. Désormais, il n'y avait plus de syndicalistes mais un mandarinat bureaucratique qui se spécialisait dans le «*démantèlement*» des assemblées et des grèves. Ainsi, les propositions initiales en faveur de la formation politique de la base furent laissées de côté, oubliées dans des archives poussiéreuses, ainsi que la participation directe des travailleurs aux prises de décision, les occupations d'usines, la rotation des fonctions syndicales, l'éducation politique, etc...

L'IDÉE ÉTAIT SIMPLE: FAIRE PASSER LA PILULE

Les grèves et les manifestations ont commencé à être considérées comme un péché originel contre le capital et contre les intérêts réels des travailleurs (et des employeurs). Ainsi, il devint nécessaire de montrer que les travailleurs étaient prêts à siéger à la table des négociations et à discuter de politique économique avec l'élite brésilienne et internationale. Quittez la rue et abandonnez les grèves ;

(5) MORAES, José Damiro de, *Os anos Lula: um governo democrático e popular*. Letralivre, ano 11, n°44, Rio de Janeiro, fevereiro, 2006.

(6) BATALHA, Claudio H. M., *Formação da classe operária e projetos de identidade coletiva*. In: Jorge Ferreira; Lucília de A. Neves Delgado. (Org.). *O Brasil Republicano: O tempo do liberalismo excludente*. 1^{er} ed. Rio de Janeiro, 2003, v.1, p.161-189.

échangez le bleu de travail contre le costume-cravate. La stratégie était simple: plaire aux élites et aux grandes entreprises et assurer ainsi des profits élevés et, à cet effet, compromettre les droits des travailleurs. L'image était claire: montrez-vous civilisés à la table de négociation et sensibles aux intérêts du Capital.

Dans les luttes quotidiennes, les dirigeants syndicaux, bien préparés dans l'art oratoire, affrontaient des assemblées de travailleurs, démobilisant les grèves. Il en fut ainsi des enseignants, des métallurgistes, des travailleurs des banques, de la chimie, du pétrole, entre autres catégories, toutes subissant des défaites et accumulant des pertes chaque fois plus profondes dans leur qualité de vie et leur pouvoir d'achat. Cela se manifesta par le chômage et le travail précaire, auxquels s'ajouta l'externalisation et l'illusion d'être un «*petit entrepreneur*» travaillant pour son compte.

En reprenant la stratégie léniniste de la III^{ème} Internationale, de nombreux dirigeants syndicaux ont utilisé les syndicats comme «*courroie de transmission du parti*» et, avec la voie ouverte vers le processus électoral comme objectif, ils furent élus «*compagnons*» au Parlement, conseillers, députés, maires.

Ainsi que l'avait critiqué Bakounine avant même les affrontements directs avec le socialisme autoritaire de Marx, ceux-ci agissent comme des socialistes bourgeois. Selon Bakounine dans un texte de 1869, les socialistes bourgeois veulent le maintien des classes, parce que chacune doit, selon eux, représenter une fonction sociale différente. Ils voulaient, en les conservant, atténuer, réduire et dissimuler les bases historiques de la société actuelle, l'inégalité et l'injustice, que nous voulons détruire. Il en résulte que, entre les socialistes bourgeois et nous, il n'y avait aucun accord possible, aucune conciliation ou coalition (7).

A ce sujet, dans un autre ouvrage, également de 1869, Bakounine dit: «les ouvriers députés, transportés dans des conditions d'existence bourgeoises et dans une atmosphère d'idées politiques toutes bourgeoises, cessant d'être des travailleurs de fait pour devenir des hommes d'État, deviendront des bourgeois, et peut-être seront même plus bourgeois que les bourgeois eux-mêmes» (8).

Au fil des ans, le PT et la CUT marchèrent la main dans la main pour arriver au *Planalto* (9). Nul doute que sur ce chemin il y eut la résistance des travailleurs contre les politiques néolibérales de Fernando Henrique Cardoso (10), contre les privatisations, l'effondrement économique du Brésil, etc... Ces politiques des années 1990 furent critiquées par la CUT et par le PT, et par d'autres groupes organisés (pas seulement des partis).

En arrivant à la fin du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, la candidature de Lula n'effrayait plus. Cela faisait longtemps que Lula et les siens n'étaient plus des travailleurs (ils travaillaient dans les appareils syndicaux et/ou gouvernementaux, dans les conseils municipaux, à la chambre des députés ou au Sénat). Les laboratoires gouvernementaux du PT «*démocratique et populaire*» (municipalités et États (11)) ne représentaient manifestement pas de danger, ils étaient «*de bons gestionnaires du capital*».

D'une part, «*l'espoir avait vaincu la peur*» des élites et, d'autre part, les exclus du banquet avaient vécu dans l'illusion. Le projet *Lula Président* l'emporta, mais tout continua à être comme avant, avec un habillage neuf. Mais il était tout de même nécessaire de calmer le marché financier national et international, et il était temps de présenter la note aux Brésiliens, le 22 Juin 2002, dans le but de donner des garanties:

(7) BAKUNIN, Mikhail, A. *Educação Integral*. In : GARCIA MORIYON, F. (org). *Educação libertaria - Bakunin e outros*. Porto Alegre: Artes Médicas, 1989, p.35.

(8) Bakounine, *Politique de l'Internationale*. (Note du traducteur).

(9) Palais présidentiel, à Brasília. (Note du traducteur).

(10) Président de la République fédérative du Brésil du 1^{er} janvier 1995 au 1^{er} janvier 2003. (Note du traducteur).

(11) Le Brésil est une république fédérale composée de 26 États. (Note du traducteur).

«Le nouveau modèle ne pourra pas être le produit de décisions unilatérales du gouvernement, comme cela est le cas aujourd'hui, ni ne sera mis en œuvre par décret, en mode volontariste. Ce sera le résultat d'une vaste négociation nationale qui devrait conduire à une alliance authentique pour le pays, un nouveau contrat social capable d'assurer la croissance avec la stabilité.

La première condition de cette transition sera naturellement le respect des contrats et obligations du pays. Les récentes turbulences sur le marché financier doivent être comprises dans ce contexte de faiblesse du modèle actuel et de clameur populaire en faveur de son dépassement». [NDLR : Souligné par nous.]

Avec l'élection de Lula, avec l'appui du PMDB (12), les politiques de l'ère de FHC (13) continuèrent à avoir le vent en poupe! Des progrès ont été accomplis dans la lutte contre la pauvreté avec la Bolsa Família (14), un point positif dans un gouvernement libéral social-démocrate fondé sur le concept d'impôt sur le revenu négatif de Milton Friedman (15). En outre, ils développèrent les universités fédérales et les emplois, pas toujours avec la participation directe ni avec des discussions démocratiques. L'exemple en fut la *Restructuration et l'Expansion des Universités Fédérales - REUNI* -: ou les universités acceptaient le plan, ou elles se retrouvaient sans ressources. Cette tactique/stratégie politique fut utilisée en permanence par le gouvernement. En d'autres termes, les fonds publics n'étaient pas affectés et les secteurs publics (dans ce cas, les Universités) qui jouissaient d'une relative autonomie furent obligés d'accepter le plan du gouvernement. Dans le cas contraire, les services se détérioraient. Actuellement, la *Société brésilienne de services hospitaliers - Ebserh* - suit le même schéma. Le gouvernement fédéral avait provoqué un manque de ressources dans les hôpitaux universitaires, et ensuite offrit «la» solution au problème, en l'occurrence une société anonyme de droit privé chargée de contrôler et de gérer les activités et d'embaucher le personnel.

A cet égard, la réforme de la sécurité sociale, que FHC ne réussit pas à réaliser intégralement (souvent avec la résistance du PT), est apparue comme une farce dans le gouvernement Lula en 2003. Du fait du caractère mythique de ce projet, une «marche» fut organisée pour amener au Congrès un projet de réforme de la Sécurité sociale au goût de la presse libérale brésilienne. Selon Marques e Mendes (16), la réforme se révèle être plus une étape décisive dans la destruction de l'État (qui a commencé avec le gouvernement Collor), ignorant complètement la nécessité de promouvoir l'universalisation de la couverture universelle des risques vieillesse et adoptant l'ordre du jour du FMI, de la Banque mondiale et des fourriers du capital financier en ce qui concerne les fonds de pension.

Malgré le bon travail effectué au service du capital financier et des grandes entreprises, dans le prolongement des politiques néolibérales des gouvernements précédents, tout n'était pas/n'est pas un lit de roses (rouges); et d'autres secteurs de l'élite, écartés temporairement du centre du pouvoir, continuèrent à défendre leurs intérêts. Après tout, les «*Propriétaires du Pouvoir*» (expression de Raymundo Faoro (17)) voulaient continuer à utiliser l'État pour étendre et défendre leurs intérêts particuliers

(12) Le PMDB - *Partido do Movimento Democrático Brasileiro* -, centriste, quitta la coalition gouvernementale le 29 mars 2016. (Note du traducteur).

(13) Fernando Henrique Cardoso. (Note du traducteur).

(14) *Bolsa Família* (bourse familiale): un programme social mis en place sous la présidence de Luiz Inacio Lula da Silva destiné à lutter contre la pauvreté. Ce programme fait partie du programme plus général *Fome Zero* («Faim zéro»). Le versement d'aides est conditionné à certaines obligations, d'éducation, par exemple, et se rapproche du concept de revenu de base. (Note du traducteur).

(15) L'impôt négatif est un concept théorisé par Juliet Rhys-Williams dans les années 1940, repris par l'économiste et Prix Nobel d'économie Milton Friedman en 1962 dans *Capitalisme et liberté*. Il s'agit d'un système d'impôt unique appliqué depuis les années 1990 et 2000 qui consiste en l'allocation à tout individu ayant un revenu en dessous d'un seuil défini, d'un montant fixé par l'État, un «*impôt négatif*».

(16) MARQUES, Rosa Maria; MENDES, Aquilas. *O governo Lula e a contra-reforma previdenciária*. Sao Paulo. Perspec. [online]. 2004, vol.18, n°3, pp.3-15. ISSN 1806-9452. <http://dx.doi.org/10.1590/S0102-88392004000300002>. Acesso 18/03/2016.

(17) Raymundo Faoro (1925-2003) était un juriste, avocat, sociologue, historien brésilien auteur notamment de *Os Donos do Poder* (les propriétaires du pouvoir) dans lequel il décrit l'histoire du pouvoir dans la société brésilienne depuis la période coloniale jusqu'à la fin de la première période de Getulio Vargas. Il y analyse ce qu'il appelle «*estamento*», qui est un

ou ceux de leurs groupes et sociétés. Et au mieux, pour satisfaire certaines revendications populaires en les présentant comme des faveurs - une friandise en période d'élections. Cette conception du «*public*» et du rôle de l'État au Brésil a toujours été le fait d'une minorité, et les ex-syndicalistes ne font pas partie de ce groupe restreint - qui croyaient y appartenir en tant que bons socialistes et qui même se persuadèrent d'être des bourgeois.

«*Mon erreur a été de croire qu'être à tes côtés suffirait*» [pas assez].

Cette phrase de la chanson *Meu erro* [Mon erreur], du groupe *Os Paralamas do Sucesso*, illustre la déception des partisans du PT. Même avec tout l'appareil économique, militaire et juridique créé (par le gouvernement du PT) au cours des dernières années pour défendre l'État (et les intérêts des entreprises et des banques), ils sont acculés et dénoncés. Ils sont devenus les otages des accords conclus avec les secteurs conservateurs du monde des affaires avides de profits dans le but de parvenir au gouvernement. Mais ils ne sont pas des victimes. Ils sont responsables d'avoir cru que la simple participation au monde parlementaire serait suffisante pour transformer les relations sociales et pour créer une société plus égalitaire. Ils ont abandonné les mouvements sociaux, et dans les derniers soubresauts d'un noyé ils ont créé des lois qui servent à criminaliser les manifestations populaires. Voilà l'héritage de ceux qui ont cru qu'ils faisaient partie de la classe dirigeante nationale.

QUE NOUS RESTE-T-IL ?

En ce moment, le gouvernement Dilma et le PT n'ont aucune force sociale pour réaliser de grandes mobilisations et défendre leur mandat et mobiliser la population dans son ensemble. Bien qu'on puisse contester avec des arguments juridiques et constitutionnels la légalité même des événements récents, son gouvernement arrive à son terme. Cependant, il reste un héritage pour les temps à venir qui ne sera pas nécessairement le conservatisme et le fascisme. Nous avons hérité d'un État juridico-militaire qui méprise la démocratie et les droits humains parce que l'appareil en place ne respecte pas les individus et les collectifs.

C'est pourquoi nos mouvements doivent élargir les espaces participatifs avec la démocratie directe et veiller à ce qu'ils fonctionnent horizontalement et mobilisent la population sur les problèmes urbains, ruraux, syndicaux, politiques et économiques, désignant les besoins réels et créant des solutions. Là se trouve la plus grande crainte des groupes au pouvoir (et de ceux qui veulent retourner ou venir au pouvoir) : la possibilité d'être remis en question et d'affronter une résistance à sa politique, avec manifestations et désobéissance civile. Et notre plus grand défi face à l'état d'exception qui se met en place chaque fois plus à l'horizon de notre militantisme social est de renforcer nos liens avec nos pairs sans illusions partidaires, parlementaires et électorales. La résistance sera difficile, mais pas impossible.

José DAMIRO DE MORAES

mélange d'aristocratie, de bureaucrates et de militaires constamment tentés d'utiliser la richesse de l'État à son seul bénéfice. Selon Faoro, la corruption et la bureaucratie au Brésil ont leur origine dans la colonisation du pays par le Portugal. Toute la structure patrimonialiste du pays vient de là : il n'existe pas de limite entre ce qui relève du public et du privé, ce qui fut un des caractères essentiels des régimes absolutistes. (En France, cette confusion dans le domaine de la propriété entre ce qui relève de l'État et ce qui relève du privé ne fut légalement levée que vers 1820). Au Brésil, selon Faoro, cette confusion fut maintenue et détermine la structure de l'économie brésilienne. Les thèses de Faoro sont essentielles pour comprendre la formation de la société brésilienne et influencèrent la sociologie brésilienne, ainsi que la science politique et l'historiographie.